AViTeM
Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables

DECLARATION D'ALEXANDRIE

OCTOBRE 2024

Source : Getty Images

Engagements des autorités décentralisées / déconcentrées de Méditerranée

LOGOS DES PARTENAIRES

Plan Bleu
Construisons ensemble l'avenir de la Méditerranée

MedEC
Mediterranean Experts on Climate and environmental Change

IRD
Institut de Recherche pour le Développement
FRANCE

CPMR
CRPM

mé li med
métropoles du littoral méditerranéen, enjeux climatiques et solutions de résilience

BIBLIOTHECA ALEXANDRINA
مكتبة الإسكندرية

National institute of Oceanography & Fisheries
المعهد القومى لعلوم البحار والمصايد

Cette déclaration est le fruit des travaux de l'atelier du 17 octobre 2024 à Alexandrie, organisé par le comité de pilotage associant le Plan Bleu, la CIM- CRPM, le MEDECC, les universités du projet Mélimed ENS-M, IUAV, Université d'architecture de la Cambre-Bruxelles et de Rabat, l'IRD, la Plateforme océans climat-Sea'ties et l'équipe de la Bibliothèque d'Alexandrie, sous la coordination de l'AVITEM.

Quatre workshops font l'objet d'une déclaration chacun pour ensuite être synthétisés dans un document « Voix des méditerranéens » à porter dans la coalition des villes et territoires côtiers mondiaux à l'UNOC, en juin 2025.

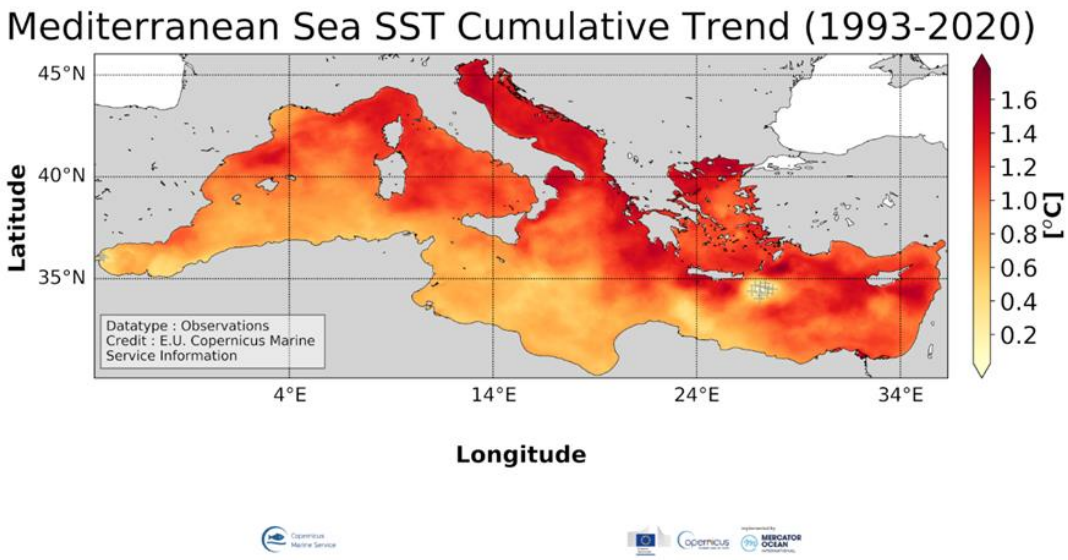
Nous remercions l'ensemble des intervenants et participants à cette journée dédiée à la préparation de l'UNOC, Pr Dr Mohamed Abdrabo de l'université d'Alexandrie et du MedECC, Salim Abou Rizk, architecte-urbaniste, professeur à l'Université Libanaise, Christiane Sfeir, directrice de la Faculté des Beaux-Arts et d'Architecture à l'Université Libanaise, Sameh Ayoub de l'Agence Egyptienne des Affaires Environnementales (EEAA), Amine Benaïssa architecte-urbaniste, professeur associé à Sorbonne Université, Tariq Bounjen, Chef de service de suivi du programme de développement Régional au Conseil de la Région Fès-Meknès au Maroc, Jaafar Brahim, chargé de la gestion du littoral marocain (UNDP), Nüzhet Dalfes, professeur à l'Université Technique d'Istanbul, Robin Degron, directeur du Plan Bleu, Tarek El-Giziry, directeur du département d'Océanographie Physique à l'Institut National d'Océanographie et de Pêche (NIOF), Mamdouh Fahmy du département de Chimie Marine de la NIOF, Sami Hamra, directeur financier des projets et des programmes d'investissement à l'ARRU en Tunisie, Chaimaa Jamal, doctorante en océanographie physique à l'université Hassan II de Casablanca, membres de l'ambassade de France en Egypte, Mohammed Bashar Ourabi de l'ACSAD, Reham Pareq, étudiante au centre d'archéologie marine et d'héritage de la culture sous-marine (CMAUCH) de l'Université d'Alexandrie, Nicola Russolo, architecte et doctorant à l'université de Venise (IUAV & IUSS), Magdy Sabbagh, chef du département d'ingénierie de Sigma Properties à Alexandrie en Egypte, Alexis Sierra, représentant de l'IRD et du CIRAD en Tunisie, Atef Trabelsi, chef de service à l'Agence Foncière d'Habitation de la Goulette en Tunisie, Luca Velo, docteur à l'IUAV de Venise et l'ensemble des membres de l'équipe de la Bibliotheca Alexandrina, en particulier Hamza Allum, Mohamed El-Awwad, Sabrina Ghorayeb, Rana Elnouby Hassan et Nada Kamel Nofal.

Nous, autorités, acteurs territoriaux et chercheurs méditerranéens, partons des constats suivants :

La Méditerranée est une **zone sous pression**. Sa richesse et ses habitants sont **menacés par divers facteurs,** d'origine à la fois **naturelle et anthropique**.

En premier lieu, la pollution sous toutes ses formes : selon un rapport du WWF (2018), la mer Méditerranée serait la plus polluée du globe, par les microplastiques et les plastiques, mais aussi par les métaux lourds, émissions de GES. En effet, la concentration en plastique y est quatre fois plus élevée que dans l'« île de plastique » du Pacifique Nord (le « 7ème continent »).

En parallèle, la hausse des températures et à celle du niveau de la mer. La température de l'air a déjà augmenté de 1,5°C depuis la période pré-industrielle et celle de la mer de +0,86°C (le double de celle de l'océan global). Les projections pour le milieu du siècle sont de 2,3 à 3,6°C pour l'air et 1,2 à 1,9°C pour la mer (MedECC Special report on coastal risks, 2024). Les prévisions quant au niveau de la mer sont aussi alarmantes car nous pourrions atteindre une augmentation globale de 43 à 84cm au-dessus des niveaux actuels de l'eau d'ici 2100. A noter que si la situation se dégrade davantage en Antarctique, ces augmentations pourraient même dépasser le mètre au-dessus du niveau actuel (source : MedECC Special report on coastal risks, 2024). Ce phénomène est aggravé par l'affaissement des terres littorales. « AGU Advancing Earth and Space Sciences » publie une étude montrant que près de la moitié des zones côtières de basse altitude en Europe connaît une subsidence – un affaissement – supérieure à un millimètre par an en moyenne. Le phénomène s'avère de plus forte amplitude dans les zones portuaires, où la subsidence moyenne est de l'ordre de 1,5 mm/an.



Ces phénomènes qui fragilisent l'interface terre-mer se conjuguent à ceux d'inondation, d'érosion du trait de côte ou de salinisation des nappes phréatiques. S'y ajoute la fragilisation directe de la mer par le phénomène de surpêche et par l'acidification des eaux, qui menacent la flore et la faune marines.

Tout cela met les populations, et de manière plus globale, le vivant, face à des **situations de vulnérabilité croissante**. En effet les aléas évoqués entraînent la fragilisation des terres, habitées et cultivables, mettant directement en péril la biodiversité et les vies humaines (environnement, alimentation).

Cette fragilisation est d'autant plus importante que les pressions démographique et touristique s'intensifient – un tiers des 540 millions de personnes vivant dans les pays de la Méditerranée habitent sur les littoraux et la Méditerranée, avec un 1/3 du tourisme mondial, est la première destination touristique dans le monde (source : MedECC Special report on coastal risks, 2024).

Faire face à l'intensification et à l'élévation des fréquences de crise, suppose d'agir ensemble, à l'échelle de notre mer ! Nous avons besoin d'un horizon commun, d'une stratégie coordonnée et d'une tactique qui nous permettent non seulement de fixer des objectifs à horizon 2050, 2100… mais de s'engager dès maintenant dans le cheminement pertinent. La mer nécessite un effort commun et la conjugaison de tous ces risques, une stratégie holistique : tous les acteurs doivent se mobiliser à partir de résolutions pour agir !

Orientons notre action vers…

Levier 1- Connectons les échelles de coopération

L'eau est par nature un élément de connexion des espaces : sa circulation relie tous les continents entre eux, et leurs différentes problématiques par la même occasion (les pollutions, notamment, circulent très bien d'un territoire à l'autre : le plastique ne connaît pas les frontières !). Ainsi, tout est connecté ; il paraît évident que notre action doit aussi l'être. Il paraît pertinent, sinon incontournable, de jouer avec les différentes échelles d'action – mondiale, régionale (méditerranéenne) et locale – pour coopérer et échanger. Une gestion efficace des problématiques repose en grande partie sur notre capacité à choisir l'échelle d'action pertinente, ou l'association d'échelles idéale.

Mondiale

L'échelle mondiale est celle des injonctions communes face au phénomène globalisé du changement climatique. Ainsi, c'est aussi l'échelle des engagements croisés entre les décideurs, les financeurs et les grands opérateurs mondiaux. C'est en effet là que s'organisent la finance et la solidarité mondiales, notamment lors de grands rassemblements qui permettent une prise de conscience partagée et la mise en place de régulations *ad hoc*. Faisons vivre la Méditerranée dans ces instances mondiales et aujourd'hui à l'UNOC !

Méditerranéenne

L'échelle méditerranéenne, un monde à échelle réduite, organisé autour d'une mer intérieure, représente toute la diversité de défis et de problématiques, avec toutefois des convergences. Elle implique donc, elle aussi, une prise de conscience partagée de certaines injonctions communes, des prises de position politique et des processus d'action technique, pour une large part adaptée au contexte.

C'est une échelle de voisinage idéale pour les débats, le partage et les retours d'expériences. Elle doit aussi être un espace pour la production collective de connaissances, de plans d'action et d'expérimentations. Il s'agit donc, à l'instar de ce qui se construit en vue de l'UNOC, de développer les partenariats inter-régionaux, en complément des relations inter-étatiques, une approche qui doit servir à dépasser les intérêts particuliers de chaque territoire pour penser en termes de responsabilités et d'intérêts communs.

Nous affirmons l'intérêt de développer les démarches de coopération multi-acteurs autour de cette thématique de résilience aux risques, la macro-région méditerranéenne pourrait être un véhicule de cette coopération, en impliquant les structures existantes.

Territoriale

L'échelon local est tout à fait essentiel pour traiter efficacement les questions de risques et d'adaptation. Il est porté par les Collectivités territoriales en lien avec les représentations déconcentrées des Etats. Le territorial permet d'adapter méthodes et solutions aux enjeux et contextes locaux, mais également d'enrichir les propositions grâce à une mobilisation des acteurs et des habitants pour construire un cadre cohérent d'action commun. Le local doit inspirer, engager et connecter le top-down et le bottom-up, dans des croisements féconds entre les savoir-faire et expériences des habitants (savoirs vernaculaires, mémoire du risque ...), et l'innovation et l'intégration de nouveaux process d'actions.

L'échelle pertinente se saisit dans **l'épaisseur du territoire**, en prenant en compte différents espaces d'un même territoire, et leurs interactions (hinterland et front de mer, littoral et rivière, etc…). Ainsi se travaille la réduction des vulnérabilités sur les interfaces terre-mer.

Nous affirmons notre volonté de faciliter les liens entre tous ces acteurs par le biais de rassemblements réguliers, par la fluidification de la communication et des échanges et, surtout, par la montée en puissance des acteurs existants spécialistes de cette question. L'approche multi-risques met en évidence la nécessité d'une plus grande coordination, intégration et coopération qui doit se concrétiser par une et des feuilles de routes aux niveaux régional et territorial afin de parvenir à une solide cohésion et capacité d'actions.

Dans certains cas et comme l'affirme la secrétaire générale de la CRPM, « les Régions sont les intermédiaires clés entre les défis mondiaux et les territoires, et de fait entre les acteurs mondiaux et locaux[1] ».

Programme européen Mélimed, un réseau d'universités, et l'échelle territoriale (melimed.eu)

Dans le cadre du projet de recherche et d'éducation Mélimed, Erasmus+, une démarche territorialisée a été mise en avant, sur trois territoires d'étude : la région de Tanger-Tétouan au Maroc, la lagune de Venise et l'étang de Berre de la métropole Aix-Marseille Provence. L'enjeu était de concevoir des solutions de résilience territoriale en utilisant les approches situées : le terrain, la description et le récit historique des territoires, notamment par la production de plusieurs atlas, et l'exploration de perspectives de projets situés et de *wish maps*. Les études ont permis de mettre en lumière les éléments physiques et leurs valeurs naturelles, l'impact de l'aménagement du territoire et de l'évolution des sédiments territoriaux en invitant un public varié, dont les citoyens et acteurs du territoire, à s'engager dans une vision partagée de la résilience territoriale.

[1] Vers une macro-région méditerranéenne - Oru Fogar

Levier 2- La connaissance à toutes les échelles comme prise de conscience et aide à la décision : favoriser son accessibilité, son partage et sa dissémination

La connaissance est une question complexe qu'il s'agit de savoir développer et mettre en avant pour guider la décision et éveiller tout un chacun aux enjeux actuels. Il paraît essentiel qu'elle possède une forme d'autonomie au niveau temporel : la connaissance doit pouvoir se déployer dans un temps long, sans dépendre des temporalités politiques qui peuvent parfois conditionner ses avancées. Sa mise en lumière repose sur deux enjeux principaux : **sa consolidation et territorialisation et son rôle dans la construction d'une culture du risque partagée**.

Consolider la connaissance suppose en premier lieu, eu égard à la connexion entre tous les risques, de désectorialiser les travaux de chacun et chacune pour renforcer la vision holistique. Nous nous heurtons aujourd'hui aux limites du travail en « silo », qui isole les acteurs dans leur domaine de spécialité et dans leur zone géographique. Les problématiques sont abordées de manière partielle par chacun, alors qu'il serait possible de croiser les points de vue et les savoirs pour apporter une réponse complète et plus juste aux problèmes actuels.

En d'autres termes, la vision d'ensemble, permise par la multiplication des liens entre les connaissances et les acteurs, doit permettre d'obtenir une connaissance plus interconnectée des phénomènes et de leur évolution et d'agir en conséquence, sans être face à des informations ou des contextes incomplets.

En second lieu, il s'agit de territorialiser les connaissances et de faire des territoires des supports de cette production-diffusion. En effet, l'ancrage local (ville, métropole, régions) de la connaissance paraît fondamental : les démarches d'adaptation aux risques d'un territoire ne peuvent se faire sans prendre en compte les réalités géographique, sismique, climatique, etc de chaque terrain. C'est ainsi que pourront être mesurés et visualisés les réels impacts du changement climatique.

Enfin, la connaissance est l'outil de développement d'une culture du risque partagée. Dès lors, il s'agit de rendre la connaissance accessible, dans tous les sens du terme : accessible dans le sens de *facilement trouvable*, et accessible dans le sens d'*intelligible*. Ainsi, il paraît essentiel de veiller à multiplier les supports et les formes de diffusion de la connaissance. Selon les publics, on peut privilégier des textes courts, des infographies, ou de courtes vidéos. Les contenus peuvent être du narratif, des résultats de modélisation, des scénarios, des courbes ou des cartes synthétiques. Nous pouvons être ingénieux et créatifs pour inventer des supports qui marquent les esprits et qui mobilisent les citoyens dans les questions de résilience face aux risques. C'est sur cette base que les engagements politiques et citoyens pourront se formaliser en toute transparence et responsabilité.

Il s'agit, dans cette même perspective, d'être en mesure de créer des espaces d'interaction entre la connaissance et l'action et de faire en sorte que l'une guide intelligemment l'autre, toujours dans une démarche de partage, de systémisation.

La perspective de la co-création d'un « Atlas des risques en Méditerranée »

L'idée de la co-création d'un atlas coopératif et évolutif, en ligne, a été soulevée : ce serait un outil intéressant de diffusion de la connaissance et de construction d'une culture du risque partagée. Il serait co-construit par tous les acteurs impliqués par cette question des risques côtiers en Méditerranée, et à destination de tous, notamment pour l'aide / appui à la gouvernance. Les cartes de cet atlas pourraient en effet être un outil de dialogue avec et pour les élus, qui raisonnent en termes de territoires de compétences. Le travail est complexe : il passe par un repérage des acteurs de la production de données, des conditions de la mise à disposition de leurs données afin de mettre en commun les connaissances (qui sont pour l'heure très nombreuses mais aussi très dispersées) et la création de cartes thématiques (exemple donné : carte des vulnérabilités sur les traits de côte). En cela, l'Atlas de la Méditerranée pourrait être une sorte d'extension du travail mené en Bretagne avec l'observatoire OSIRISC. Les données géo-localisées seront mises à jour dans un processus collectif, avec les universités et les autres institutions de recherche à l'initiative de l'atlas et du maintien de son dynamisme. Le Plan Bleu s'affirme comme un acteur de cet observatoire.

Nous affirmons la nécessité de renforcer la connaissance des risques par les actions suivantes :

- Consolider la gouvernance de la connaissance aux échelles méditerranéennes et locale par la mobilisation d'écosystèmes d'acteurs ;
- Territorialiser la connaissance en initiant l'étude d'un atlas interactif co-construit en partenariat avec le Plan bleu – MedECC ;
- Organiser localement la connexion entre connaissance et prise de décision par le biais de manifestations et espaces d'échanges afin de sensibiliser un public le plus large possible, éclairer la prise de décision ;
- Faciliter le partage et l'accès à la connaissance, présentés comme absolument fondamentaux dans l'amélioration de la résilience face aux risques côtiers lors de l'atelier.

Levier 3- Le projet de territoire : les trajectoires d'adaptation dynamiques

La démarche de projet est au cœur des processus d'adaptation et de mitigation. Seule une action orientée et coordonnée peut agir efficacement sur la question des vulnérabilités**. Ainsi, notre engagement est de promouvoir et de cultiver la culture du projet.**

Affermir le pouvoir des territoires, entre décentralisation, déconcentration et gouvernance locale

Le projet est avant tout politique. Chaque territoire doit pouvoir adopter une approche intégrée et unique à son site et opérer des choix à impacts social, économique et environnemental. Cette approche locale doit réussir à tisser des liens entre les caractéristiques du territoire (identité, patrimoine, caractéristiques géomorphologiques, sociologies), les risques et les potentiels et mode de développement. Dès lors, le double processus de décentralisation et de déconcentration semble essentiel pour un portage politique et une articulation des intérêts communs locaux et nationaux[2].

Les questions de décentralisation et de déconcentration posent dans le prolongement celle de l'émergence d'une gouvernance locale.

La notion de gouvernance locale prend ici deux aspects principaux :

- La gouvernance verticale de l'inter-institutionnel. Il paraît essentiel que la gouvernance locale s'appuie sur un espace de dialogue, de décision et de contractualisation actif entre l'Etat et les différentes collectivités territoriales. La

[2] A Alexandrie, le niveau déconcentré du gouvernorat s'impose comme le véritable architecte du projet.

problématique du risque met en scène l'inter-territorialité. La territorialisation des stratégies de résilience correspond rarement aux découpages administratifs. Il s'agit donc d'inventer de nouvelles coalitions entre territoires pour aborder des problématiques à géographies variables – le linéaire du littoral, le bassin versant, etc- pertinentes du point de vue du projet ;

- La gouvernance horizontale, celle de la relation entre les institutionnels, la société civile et les citoyens. Elle est fondamentale pour l'action territoriale. Là encore, le management du risque et les solutions de résilience suppose une réorientation et une participation collective à l'action commune. Co-construire un cadre de cohérence et se donner les moyens de se coordonner et d'amplifier les synergies entre l'action des uns et des autres est tout l'enjeu de la gouvernance horizontale.

La territorialisation des besoins par le biais des *wish maps*

Les *wish maps* représentent un outil de visualisation des besoins et des souhaits d'un territoire et d'une population donnés. Elles doivent permettre à la société civile entière (c'est-à-dire dans toutes ses composantes, pas seulement institutionnelles) de participer à la construction de projets pour son territoire. Ces *wish maps* permettraient d'aller vers une vraie acceptabilité du projet de territoire, en co-construisant des priorités pour chaque territoire.

Conjuguer nos stratégies défensives et proactives

Nous distinguons deux grands types de stratégies qui peuvent être mises en place par les gouvernances locales : les stratégies défensives et proactives, qui prennent toutes deux sens dans le projet de territoire.

Les stratégies défensives, d'une part, ont pour but d'améliorer la résilience d'un territoire dans un contexte relevant le plus souvent de l'urgence-réagir aux évènements extrêmes, aux désastres- ou du court et moyen terme, dans une maitrise de l'aléa

Elles peuvent prendre différentes formes, parmi lesquelles les prévisions et la détection des aléas, les alertes précoces et les systèmes d'alerte, les infrastructures grises de type digues, brise-lames.

Ces dernières sont souvent des solutions à haute intensité technologique, centrées sur un aléa en particulier et qui peuvent parfois avoir des impacts négatifs sur les territoires environnants ou sur un autre aléa.

Vu à Alexandrie : le projet EW4ALL

En accord avec la déclaration du secrétaire général des Nations Unies qui portait, il y a deux ans, le projet EW4ALL (Early Warning System For All), chaque Etat devrait disposer d'un tel système pour passer des prévisions météorologiques avec leurs prévisions d'impact à un système d'alerte précoce, avec un système d'actions entre alerte et organisation de crise, pour une gestion plus complète et plus efficace des évènements.

Vu à Alexandrie : le système M.O.S.E. (Venise)

Ce « MOdulo Sperimentale Elettromeccanico », ou module expérimental électromécanique, est un exemple parlant de solution défensive à haute intensité technologique. Fait de parois mobiles escamotables, il doit permettre de défendre la ville contre les inondations et protéger la lagune. Demeure toutefois l'incertitude de son efficacité avec la montée du niveau de la mer. A terme, ce système pourrait se révéler être un exemple de mal-adaptation.

D'autre part, les stratégies proactives s'attachent aux mutations profondes des processus urbains. Elles s'appuient sur une planification de long terme et une approche systémique de projet pour agir simultanément en termes d'adaptation et d'atténuation du changement climatique et de ses effets. Elles sont nécessaires pour faire face aux risques structurels, qui sont liés aux dynamiques et aux caractéristiques d'un territoire donné.

Elles priorisent les solutions basées sur la nature qui peuvent prendre différentes formes, de la désimperméabilisation des sols (ou de l'amélioration de leur perméabilité), de l'allocation de plus d'espace pour l'eau, de la restauration des écosystèmes côtiers, de stratégies et pratiques traditionnelles, d'espaces ouverts pensés comme des espaces de régulation (comme les parcs inondables) ou de plans de gestion et de stockage de l'eau.

L'exemple de solution fondée sur la nature du projet Adapto à Hyères (83)

Sur la plage des Vieux Salins, la méthode de la renaturation a été adoptée sur 615m de linéaire de côte, afin de restaurer ses équilibres écologiques et sédimentaires. Ainsi, les enrochements ont été retirés et le cordon dunaire a été rétabli pour assurer le bon fonctionnement hydro-sédimentaire. Les opérations se sont révélées être un succès et ont permis à la population de redécouvrir son littoral.

L'exemple du Plan Littoral 21

En Occitanie, le territoire littoral a été divisé en 6 zones de référence de stratégies locales, ce qui a donné lieu à l'établissement d'un plan phasé pour l'adaptation au changement climatique. Des actions pilotes (finançables par la région) ont ensuite été mises en place sur chaque territoire précédemment défini, comme la mise en place d'une stratégie d'adaptation de la gestion intégrée de la côte sableuse catalane face au changement climatique ou l'instauration d'un procédé d'atténuateurs de houles sur le lido de Sète à Marseillan, pour ne citer que deux exemples. La liste des projets financés peut être retrouvée ici : Projets financés | La préfecture et les services de l'État en région Occitanie.

Levier 4- Les financements

Comme pour la gouvernance, il s'agit d'être inventif dans les domaines financier et foncier. En effet, le contexte et son urgence indiquent un besoin d'évolution rapide pour faire face aux risques qui s'intensifient.

Les solutions sont encore à l'état de pistes de réflexion et le document final de la « voix des Méditerranéens » devra intégrer des réflexions portées hors de la présente démarche.

Les outils de financement

L'enjeu du financement est triple : le financement de l'ingénierie, des travaux et des indemnisations. Les coûts sont colossaux !

Avant d'innover, l'enjeu est de mieux mobiliser les outils qui existent déjà : le Fonds Vert pour compenser l'absence de financement spécifiques et d'indemnisation dans de nombreux cas.

Outre une meilleure utilisation des fonds existants, et dans l'optique d'une collaboration à l'échelle de la région méditerranéenne, la perspective est de créer une taxonomie financière des projets résilients. Il s'agirait de garantir des fonds de transition, pour des transformations graduelles et plus acceptées par les communautés, mais aussi d'attirer d'importants financeurs en ayant une vision plus agrégée.

Enfin, au chapitre de la mobilisation des fonds privés, les assurances tiennent une place particulière. Le modèle du régime assurantiel subit de plein fouet le changement climatique avec une élévation incalculable des risques, les coûts montent en flèche : "un monde avec une hausse de quatre degrés n'est plus assurable"[3].

[3] Henri de Castries (ex-PDG d'AXA) en 2015

Face à ce constat deux pistes méritent d'être approfondies :

- Les assurances pourraient être attendues sur quelques ambitions pour leur portefeuille assuré, comme le refus d'assurer des projets d'expansion fossile ;
- Elles pourraient être mobilisées pour participer financièrement à la réduction des risques par anticipation !

Définissons nos premiers engagements

A partir de tous les éléments de constat et de toutes les méthodes d'action et outils que nous avons présentés, nous pouvons mettre en avant un certain nombre d'engagements à prendre, qui seront complétés par les deux prochains ateliers de préparation à l'UNOC.

N'empirons pas les situations de risques ! n'élevons pas la vulnérabilité de nos côtes ! Ainsi, évitons de construire sur ces zones particulièrement vulnérables, d'y placer des activités qui devront bientôt être déplacées ou d'inciter des populations à y vivre dans un danger parfois peu visible mais bel et bien, et de plus en plus, réel.

Renforçons notre connaissance aux deux échelles méditerranéenne et locale, dans une connexion entre chercheurs, décideurs et populations porteuses de savoir-faire.

Mettons en place des actions informatives et de gestion des risques communes : généralisons et partageons nos systèmes d'alerte précoce et nos outils de partage de la connaissance. Faisons en sorte que chacun, quel que soit son profil et sa potentielle responsabilité dans la gestion des risques, puisse avoir accès à une information claire et transparente. Mobilisons-nous donc pour la création d'un atlas collaboratif et évolutif.

Utilisons la diversité de mesures qui existent pour faire face aux risques : choisissons celles qui sont adaptées aux contextes territoriaux spécifiques, entre mesures adaptatives, mesures proactives ou mesures défensives, en pensant toujours, dans la mesure du possible, sur le long voire très long terme. Dans ce cadre, essayons d'utiliser autant que cela est possible des solutions fondées sur la nature.

Intégrons ces mesures dans une démarche de projet : ayons une vision globale afin d'éviter le « coup par coup » et ainsi assurer l'efficacité de nos actions. Nous devons réussir à développer une planification globale de nos territoires, liée à un projet politique de territoires. Engageons-nous sur la production d'une et des feuilles de route régionales et territoriales.

Soutenons la gouvernance multi-acteurs et multi-échelles : mettons à profit l'expertise de chacun dans toutes les disciplines et à tous les niveaux de la prise de décision (mondial / régional à l'échelle de la Méditerranée / local, ou territorial). Inspirons-nous des bonnes pratiques des uns et des autres, échangeons nos savoirs et savoir-faire et coopérons pour construire une vision commune pour notre région et faire

face, ensemble, aux risques côtiers. Dans cette perspective, engageons la montée en puissance des organismes de coopération méditerranéenne pour agir au sein de la macro-région.

Continuons la recherche de nouveaux modèles économiques : par la réorientation et mobilisation des fonds publics et privés, et en « dé -risquant » l'aléa par anticipation.